

ASSEMBLÉE NATIONALE

6 septembre 2013

ACCÈS AU LOGEMENT ET URBANISME RÉNOVÉ - (N° 1329)

Commission	
Gouvernement	

Retiré

AMENDEMENT

N° 757 (Rect)

présenté par

M. Krabal, M. Braillard, M. Carpentier, M. Chalus, M. Charasse, Mme Dubié, M. Falorni,
M. Giacobbi, Mme Girardin, M. Giraud, M. Moignard, Mme Orliac, M. Robert, M. Saint-André et
M. Tourret

ARTICLE 3

Après l'alinéa 76, insérer l'alinéa suivant :

« - les mots : « de deux » sont remplacés par les mots : « d'un » ».

EXPOSÉ SOMMAIRE

Cet amendement vise à mieux encadrer les pratiques liées à la restitution du dépôt de garantie, et notamment à en raccourcir le délai (un mois au lieu de deux).

En effet, la restitution du dépôt de garantie est un sujet sensible qui entraîne un nombre important de litiges entre le bailleur et le locataire. A l'heure actuelle, le délai de deux mois n'est pas justifié, le bailleur n'ayant pas besoin de réaliser effectivement les travaux dans ce délai (des devis suffisent).

De plus, le locataire, qui doit en général fournir un nouveau dépôt de garantie pour une nouvelle location, peut se trouver dans une situation difficile, susceptible d'entraver sa mobilité.

Cependant, si le locataire conteste les devis présentés, il est normal que le délai soit maintenu à deux mois, laissant aux parties le temps de se mettre d'accord sur le montant des retenues.

De plus, il apparaît opportun qu'en cas de contestation, et pour des retenues importantes, l'encadrement des justificatifs que doit fournir le bailleur soit plus strict.

En effet, le bailleur n'est, actuellement, pas tenu de fournir des factures au locataire pour justifier des retenues, ce qui peut entraîner des dérives tenant principalement à l'estimation des frais à engager.